



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 16-20 novembre 2020

Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 2 octobre 2020	WFP/EB.2/2020/7-A/4
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays — Indonésie (2021-2025)

Durée	1 ^{er} janvier 2021-31 décembre 2025
Coût total pour le PAM	15 828 623 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes* et de l'âge	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

L'Indonésie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui compte plus de 267 millions d'habitants. Membre du Groupe des Vingt, elle fait partie des 10 principales économies du monde en parité de pouvoir d'achat. L'Indonésie a progressé de manière constante dans les domaines du développement humain et de la réduction de la pauvreté, mais des problèmes subsistent: la prévalence du retard de croissance et de l'émaciation est parmi les plus élevées de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, les taux de surpoids et d'obésité sont en augmentation et l'on présume que les carences en micronutriments sont élevées. Des inégalités entre les différentes régions du pays persistent en matière de développement économique, de sécurité alimentaire, de nutrition et d'accès aux services, tout comme des inégalités entre les sexes. Par ailleurs, l'Indonésie est confrontée aux conséquences des fréquentes catastrophes.

Au moment de la rédaction du présent document, en août 2020, l'Indonésie était gravement touchée par la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), avec une recrudescence des cas et des incidences sur la santé et le développement. Cette crise risque de compromettre des décennies de progrès et d'aggraver les inégalités sous-jacentes. Les conséquences économiques de la

Coordonnateurs responsables:

M. J. Aylieff
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: john.aylieff@wfp.org

Mme C. Rader
Directrice de pays
courriel: christa.rader@wfp.org

COVID-19 sont considérables¹, et il est prévu que le taux de chômage passe dans le pays de 5,3 pour cent en 2019 à 7,5 pour cent en 2020.

Le présent plan stratégique de pays est aligné sur le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour l'Indonésie pour 2021–2025 et sur le plan national de développement à moyen terme pour 2020–2024. Il a été conçu en tenant compte du fruit de consultations avec les principales parties prenantes et des constatations issues de l'évaluation du plan stratégique de pays pour 2017–2020. Il contribue à l'obtention des résultats stratégiques 2 et 5 énoncés dans le Plan stratégique du PAM pour 2017–2021 et à la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17 par le biais de trois effets directs stratégiques:

- *Effet direct stratégique 1:* D'ici à 2025, le Gouvernement et les autres partenaires disposent de capacités renforcées pour produire des données factuelles de grande qualité et les utiliser en vue de réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition.
- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2025, le Gouvernement, les autres partenaires et les communautés disposent de capacités renforcées pour atténuer les effets des catastrophes et du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
- *Effet direct stratégique 3:* D'ici à 2025, les populations exposées aux multiples formes de malnutrition tirent profit du renforcement des capacités nationales en matière de conception et de mise en œuvre de programmes qui améliorent l'accès à une alimentation saine et encouragent les bons comportements à cet égard, et qui préviennent le retard de croissance et les autres problèmes dus aux carences nutritionnelles.

Le principal partenaire du PAM est le Gouvernement, épaulé par ses ministères d'exécution et de coordination compétents. Conformément au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, le PAM collaborera avec tous les partenaires pertinents, notamment les institutions financières internationales, les donateurs, les instituts de recherche nationaux et internationaux, la société civile locale, nationale et internationale, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, en prêtant attention aux questions d'inclusion et de diversité.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'Indonésie (2021–2025) (WFP/EB.2/2020/7-A/4), pour un coût total pour le PAM de 15 828 623 dollars É.-U.

¹ Banque mondiale. 2020. *World Bank East Asia and Pacific Economic Update, April 2020: East Asia and Pacific in the time of COVID-19*. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33477>.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation du pays

1.1 Contexte national

1. L'Indonésie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui compte plus de 267 millions d'habitants, ce qui en fait le quatrième pays le plus peuplé du monde. Membre du Groupe des Vingt, elle fait partie des 10 principales économies du monde selon la parité du pouvoir d'achat. Comptant 1 128 groupes ethniques reconnus, l'Indonésie abrite des populations autochtones (ou "populations appartenant à des communautés de droit coutumier", selon l'expression recommandée par le Gouvernement indonésien)² représentant entre 50 et 70 millions de personnes.
2. Le pays poursuit ses progrès constants dans les domaines du développement humain et de la réduction de la pauvreté, et son score selon l'indice de développement humain s'est amélioré, passant de 0,696 en 2015 (110^{ème} rang) à 0,707 en 2019 (111^{ème} rang)³. Entre 2014 et 2019, le taux de pauvreté a été ramené de 11,0 pour cent à 9,4 pour cent⁴ et le coefficient de Gini est passé de 0,414 à 0,390^{5,6}. Moins de 5 pour cent de la population vit dans des conditions d'extrême pauvreté⁷. D'après le Bureau indonésien de la statistique, en mars 2019, 9,6 pour cent des femmes et 9,2 pour cent des hommes vivaient dans la pauvreté.
3. Les inégalités entre les sexes continuent dans une large mesure de limiter les possibilités de progrès sur la voie de la réduction de la pauvreté et du développement durable. Le revenu national brut par habitant des hommes, exprimé en parité de pouvoir d'achat, est près du double de celui des femmes (13 391 dollars contre 6 668 dollars)⁸. Seulement 52 pour cent des femmes font partie de la population active dans le secteur formel contre 83 pour cent des hommes, alors même que les taux de scolarisation sont plus élevés pour les filles que pour les garçons, en particulier en milieu urbain. Bien qu'elles soient de plus en plus représentées, les femmes n'occupent encore que moins de 20 pour cent des sièges au Parlement. Leur espérance de vie à la naissance est plus longue, mais les taux de mortalité maternelle restent élevés et les violences sexistes répandues, notamment les mariages d'enfants ou les mariages forcés.
4. La prévalence du retard de croissance et de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans enregistrée en Indonésie est parmi les plus élevées de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Les taux de surpoids et d'obésité sont en augmentation et l'on présume que les carences en micronutriments sont élevées dans tous les groupes d'âge. Des inégalités régionales persistent en matière de développement économique, de sécurité alimentaire, de nutrition et d'accès aux services. La pauvreté et les inégalités reculent dans l'ensemble et il est donc important de repérer les personnes qui risquent d'être laissées de côté. On estime qu'une baisse d'un point de pourcentage du produit intérieur brut signifie que d'autres enfants souffriront d'un retard de croissance. D'après

² Groupe de travail international pour les affaires autochtones. 2020. Indonésie. <https://www.iwgia.org/en/indonesia.html>.

³ Programme des Nations Unies pour le développement. 2020. Données sur le développement humain. <http://hdr.undp.org/en/data>.

⁴ Bureau indonésien de la statistique, BPS. 2020. <https://www.bps.go.id/indicator/23/184/1/persentase-penduduk-miskin-menurut-wilayah.html>.

⁵ Bureau indonésien de la statistique, BPS. 2020. <https://www.bps.go.id/indicator/23/98/1/gini-rasio.html>.

⁶ Ministère de la planification du développement national/Agence de la planification du développement national. 2019. *Voluntary National Review* 2019. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2380320190708_Final_VNR_2019_Indonesia_Rev3.pdf.

⁷ Organisation des Nations Unies. 2019. Analyse commune de pays pour l'Indonésie.

⁸ Organisation des Nations Unies. 2019. Analyse commune de pays pour l'Indonésie.

l'analyse commune de pays des Nations Unies pour l'Indonésie, les femmes et les filles, les personnes âgées, les personnes handicapées, les populations vivant dans des zones isolées et les enfants sont les groupes les plus vulnérables.

5. S'agissant des aléas naturels, l'Indonésie est située sur le "cercle de feu" et est donc exposée aux tremblements de terre, aux tsunamis et aux éruptions volcaniques. Le pays connaît également une aggravation des phénomènes liés au climat comme les inondations, les épisodes de sécheresse et les tempêtes.
6. La priorité institutionnelle globale accordée à la réduction des risques de catastrophe a permis d'accroître la capacité des institutions nationales à s'y préparer et à y faire face, comme en témoigne la diminution de 24 pour cent de l'indice de risque de catastrophe de l'Indonésie entre 2015 et 2018. Cependant, le changement climatique risque d'aggraver les conséquences des catastrophes⁹.
7. Le risque pour la sécurité générale dans l'ensemble de l'Indonésie est considéré comme faible. Le système des Nations Unies est généralement respecté et accepté.
8. L'aide publique au développement représente une petite fraction du financement prévu pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD). Son montant net a diminué, passant de 1,7 milliard de dollars en 2010 à 233 millions de dollars en 2017¹⁰. Le financement intérieur en faveur des ODD est relativement faible, et le Gouvernement s'emploie à augmenter les recettes et à étudier la possibilité de recourir à des mécanismes de financement novateurs, y compris un financement mixte associant les secteurs public et privé⁹. L'Indonésie a également recours à une budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes afin de veiller à ce que la collecte et l'affectation des ressources publiques soient effectuées de manière efficace et contribuent à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.
9. En 2020, l'épidémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), qui a évolué rapidement, devrait avoir de graves conséquences sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le PAM facilite la coordination des opérations logistiques des pouvoirs publics et le renforcement des programmes de protection sociale en améliorant le ciblage des personnes vulnérables. En sa qualité de co-chef de file, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du volet relatif à la sécurité alimentaire du plan d'intervention multisectoriel, le PAM produit régulièrement des informations et des analyses concernant les effets de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire. En collaboration avec la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA), il appuie l'élaboration d'une feuille de route pour le suivi des incidences de la COVID-19 sur les systèmes alimentaires. Le PAM et ses partenaires aident également le Gouvernement à élargir ses dispositifs de protection sociale dans le cadre de la riposte nationale à la pandémie de COVID-19, y compris grâce aux ressources allouées par le Fonds d'affectation spéciale multipartenaires d'intervention et de relèvement des Nations Unies lié à la COVID-19. Le PAM continuera à mettre l'accent sur l'amélioration du ciblage de la vulnérabilité afin de faire en sorte que les programmes nationaux de protection sociale puissent être mieux adaptés compte tenu des difficultés créées par la COVID-19.

⁹ Ministère de la planification du développement national/Agence de la planification du développement national. 2019. *Voluntary National Review 2019*. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2380320190708_Final_VNR_2019_Indonesia_Rev3.pdf.

¹⁰ Banque mondiale. Base de données sur les indicateurs du développement dans le monde. <https://donnees.banquemondiale.org/pays/indonesie?view=chart>.

1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

10. L'analyse commune de pays réalisée en 2019 sert d'assise au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour l'Indonésie (2021-2025) (ci-après "plan-cadre de coopération") et, par conséquent, aux activités menées par les organismes des Nations Unies en Indonésie.
11. Il ressort de cette analyse que des progrès considérables ont été réalisés dans la lutte contre la pauvreté, mais qu'ils n'ont pas été répartis de manière égale ou équitable. Conformément à son engagement consistant à "ne laisser personne de côté", l'Indonésie investit davantage en faveur de la protection sociale. Le programme Espoir pour les familles, un programme de transferts monétaires assortis de conditions¹¹ destiné aux familles pauvres, a été élargi, passant de 2,8 millions de familles en 2014 (pour un montant de 320 millions de dollars), à 10 millions de familles en 2018 (pour un montant de 1,3 milliard de dollars). Le dispositif de protection sociale chargé des secours en cas de catastrophe connu sous le nom de JADUP a vu son budget augmenter, passant de 500 000 dollars en 2019 à 5 millions de dollars en 2020. Le programme axé sur les denrées alimentaires de base (programme SEMBAKO¹²) est devenu pendant la période 2017-2019 un programme numérique d'assistance alimentaire et de bons, dont le nombre de ménages bénéficiaires est passé de 1,3 million à 15,6 millions¹³. Ces programmes évoluent en s'adaptant aux risques associés aux crises climatiques et humanitaires, mais ils doivent encore mettre spécifiquement l'accent sur la problématique hommes-femmes.
12. En 2019, selon l'indice de la sécurité alimentaire dans le monde, l'Indonésie se classait au 62^{ème} rang sur 113 pays, ce qui est une amélioration par rapport à son classement de 2018 au 65^{ème} rang; toutefois, elle est toujours en retard par rapport à d'autres pays de l'ASEAN, comme la Malaisie (28^{ème}), la Thaïlande (52^{ème}) et le Viet Nam (54^{ème})¹⁴.
13. Les résultats obtenus en matière de santé et d'éducation sont meilleurs et sont sur la bonne voie, même si certains indicateurs de santé ne progressent qu'assez lentement; à titre d'exemple, on a constaté que l'accès des femmes et des adolescents aux services de santé sexuelle et procréative était insuffisant, et la qualité de l'enseignement est un sujet de préoccupation. Les investissements importants dans les systèmes de santé, notamment l'assurance, la protection sociale et l'éducation, témoignent de la priorité accordée au développement humain.
14. Il est noté dans l'analyse commune de pays que la situation générale des femmes dans la société s'est améliorée. Selon l'indice de développement de genre, le pays a atteint un "niveau moyen" d'égalité entre les hommes et les femmes et son classement s'est légèrement amélioré, l'indice passant de 0,923 en 2010 à 0,937 en 2018. L'indice d'inégalité de genre a été ramené à 0,451 en 2018 (contre 0,486 en 2010), et l'Indonésie se classe au 103^{ème} rang sur 162 pays. Des progrès ont été également accomplis en matière d'égalité des sexes dans le domaine de l'éducation: en 2019, le taux net de scolarisation était légèrement supérieur pour les filles que pour les garçons à tous les niveaux (du primaire à

¹¹ Banque mondiale. 2012. *PKH Conditional Cash Transfer: Social Assistance Program and Public Expenditure Review 6*. <http://documents.worldbank.org/curated/en/845441468258848819/pdf/673090WP00PUBLOBackground0Paper0060.pdf>.

¹² Dénommé précédemment *Bantuan Pangan Non-Tunai* – BPNT.

¹³ MicroSave Consulting. 2019. *BPNT operations assessment*. https://www.microsave.net/wp-content/uploads/2019/02/190201_BPNT-REPORT_Final_.pdf.

¹⁴ Voir: <https://foodsecurityindex.eiu.com/Index>.

l'université)¹⁵. Toutefois, la prévalence des mariages d'enfants (principalement de filles) n'a reculé que de 3,5 points de pourcentage au cours de la dernière décennie, et une action concertée et systématique est indispensable pour atteindre la cible des ODD correspondante. Parmi les personnes âgées de 20 à 24 ans, une plus grande proportion de femmes étaient mariées avant l'âge de 18 ans (11 pour cent, contre 1 pour cent pour les hommes)¹⁶. Malgré le rôle essentiel qu'elles jouent dans les systèmes alimentaires, les femmes font encore l'objet d'inégalités dans l'accès aux ressources et le contrôle de celles-ci, et elles sont touchées de manière disproportionnée par les crises.

15. L'Indonésie est fermement résolue à atteindre les ODD. La planification du développement national, qui s'appuie sur le plan national de développement à moyen terme pour 2020-2024, est alignée sur les ODD et sur certaines de leurs cibles. Les examens nationaux volontaires réalisés en 2017 et 2019 rendent compte des progrès accomplis par l'Indonésie dans la mise en œuvre du Programme 2030.

1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2

16. Les deux indicateurs de l'ODD 2 suivants figurent dans la feuille de route nationale pour la mise en œuvre des ODD et ont un degré de priorité élevé dans le plan national de développement à moyen terme: proportion de la population qui souffre d'insécurité alimentaire à un niveau modéré ou sévère d'après l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue et prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans.
17. *Accès à l'alimentation.* L'Indonésie a atteint l'objectif du Millénaire pour le développement consistant à diminuer de moitié le pourcentage de la population qui est sous-alimentée. La prévalence de la sous-alimentation a été ramenée de 16,5 pour cent en 2011 à 7,9 pour cent en 2018¹⁷. Selon le plan national de développement à moyen terme, le Gouvernement prévoit de la réduire à 5 pour cent d'ici à 2024. D'après l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue, la proportion de la population souffrant d'insécurité alimentaire modérée ou sévère est passée de 8,7 pour cent en 2017 à 6,9 pour cent en 2018^{18,19,20}. Dans le contexte des ODD, l'Indonésie vise à ramener cette proportion à 4,7 pour cent si rien de particulier n'est fait, ou à 3,3 pour cent grâce à des interventions supplémentaires²¹.

¹⁵ Bureau indonésien de la statistique. 2019. *Potret Pendidikan Statistik Pendidikan Indonesia 2019*. <https://www.bps.go.id/publication/2019/11/29/1deb588ef5fdbfba3343bb51/potret-pendidikan-statistik-pendidikan-indonesia-2019.html>.

¹⁶ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Gouvernement indonésien. 2020. *Child Marriage in Indonesia Factsheet*. <https://www.unicef.org/indonesia/reports/child-marriage-in-indonesia>.

¹⁷ Bureau indonésien de la statistique. 2019. *National Socioeconomic Survey (SUSENAS)*. <https://www.bps.go.id/site/pilihdata>.

¹⁸ Bureau indonésien de la statistique. 2018. *National Socioeconomic Survey (SUSENAS)*. <https://www.bps.go.id/dynamictable/2018/08/07/1551/prevalensi-penduduk-dengan-kerawanan-pangan-sedang-atau-berat-berdasarkan-pada-skala-pengalaman-kerawanan-pangan-2017.html>.

¹⁹ Bureau indonésien de la statistique. 2019. *National Socioeconomic Survey (SUSENAS)*. <https://www.bps.go.id/site/pilihdata>.

²⁰ Les données ventilées par sexe et par âge servant à établir l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue et la prévalence de la sous-alimentation ne sont pas disponibles pour 2018.

²¹ Ministère de la planification du développement national. 2019. *Roadmap of SDGs Indonesia: A highlight*. <https://www.unicef.org/indonesia/reports/roadmap-sdgs-indonesia>.

18. L'Indonésie progresse sur la voie de l'élimination de la faim. Cependant, ces progrès risquent de cesser si l'on ne s'attaque pas aux défis posés par l'accès limité à la nourriture, la malnutrition, les inégalités persistantes entre les sexes, le changement climatique et la vulnérabilité face aux aléas naturels. La fraction de la population menacée par la faim a été ramenée de 9,1 pour cent (2011–2013)²² à 8,3 pour cent (2016–2018)²³.
19. Cette situation résulte de la plus grande disponibilité d'aliments nutritifs à des prix abordables. D'après une étude sur le coût du régime alimentaire menée en 2017 par le PAM en Indonésie, la disponibilité des denrées alimentaires sur les marchés locaux n'était généralement pas un obstacle, mais un tiers environ de la population n'avait toujours pas les moyens de s'offrir une alimentation nutritive, et des disparités entre les régions étaient observées²⁴.
20. *Fin de la malnutrition.* Le triple fardeau de la malnutrition est de plus en plus préoccupant, des taux élevés de retard de croissance et d'émaciation coexistant avec des taux croissants de surpoids et d'obésité et avec des taux de carences en micronutriments supposés élevés. La plupart des enfants d'Asie du Sud-Est souffrant d'émaciation et de retard de croissance vivent en Indonésie²⁵. La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans a été ramenée de 36,8 pour cent en 2007 à 30,8 pour cent en 2018. La prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans était de 10,2 pour cent en 2018, contre 13,6 pour cent en 2007²⁶. Malgré cette évolution favorable, les taux de retard de croissance et d'émaciation sont toujours considérés comme élevés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).
21. L'insuffisance de l'accès à des aliments nutritifs, l'absence de connaissances des parents et des aidants, le manque d'accès à l'assainissement et à l'eau propre, l'accès limité aux structures de santé et les inégalités entre les sexes figurent parmi les facteurs ayant une incidence sur le retard de croissance et l'émaciation chez les enfants²⁷.
22. Le pourcentage de la population en surpoids ou obèse (l'obésité touchant davantage les femmes que les hommes) est une nouvelle source d'inquiétude; cette situation est liée aux niveaux élevés de consommation d'aliments transformés et à une activité physique limitée. En 2018, le taux de surpoids et d'obésité chez les adultes était déjà élevé, atteignant 35,4 pour cent (21,8 pour cent pour l'obésité uniquement). Chez les enfants de 5 à 12 ans, la prévalence du surpoids (qui touche 10,4 pour cent des garçons et 11,2 pour cent des filles) et de l'obésité est passée de 18,8 pour cent en 2013 à 20 pour cent en 2018. La proportion d'enfants de plus de 5 ans qui ne consomment pas les cinq portions de légumes et de fruits par jour recommandées par l'OMS est de 94,5 pour cent²⁸.

²² von Grebmer, K. et autres. 2014. *2014 Global Hunger Index: The challenge of hidden hunger*. <https://www.globalhungerindex.org/download/all.html>.

²³ von Grebmer, K. et autres. 2019. *2019 Global Hunger Index: The challenge of hunger and climate change*. <https://www.globalhungerindex.org/download/all.html>.

²⁴ PAM. 2017. *The Cost of the Diet Study in Indonesia*. <https://www.wfp.org/publications/indonesia-cost-diet-study>.

²⁵ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole, OMS, PAM et UNICEF. 2019. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019. Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques*. <http://www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf>.

²⁶ Indonesia Basic Health Research (RISKESDAS) pour 2007 et 2018. Les données pour 2018 indiquent que la prévalence du retard de croissance est de 29,7 pour cent chez les filles et de 31,7 pour cent chez les garçons.

²⁷ Organisation des Nations Unies. 2019. Analyse commune de pays pour l'Indonésie.

²⁸ Indonesia Basic Health Research (RISKESDAS) pour 2013 et 2018.

23. D'autres préoccupations d'ordre nutritionnel persistent. L'anémie chez les filles et les femmes enceintes est passée de 37,1 pour cent en 2013 à 48,9 pour cent en 2018²⁹. En 2013, la prévalence de l'anémie atteignait presque 55 pour cent chez les enfants de 6 à 23 mois et était comprise entre 10,6 pour cent et 15,5 pour cent chez les enfants âgés de 2 à 12 ans^{30,31}. Il semblerait qu'il existe d'autres graves carences en micronutriments, mais leur prévalence n'est pas connue faute de données récentes.
24. *Productivité et revenus des petits exploitants*. En 2017, l'agriculture a représenté 13,1 pour cent du produit intérieur brut et employé 29,7 pour cent de la population active³², soit environ 38 millions de personnes, ce qui en fait la deuxième principale source d'emploi. Les femmes représentaient 37 pour cent de la main-d'œuvre agricole³³. Elles participent à toutes les activités agricoles, mais font l'objet d'une marginalisation et d'une discrimination et ont un accès limité aux ressources, aux services et aux postes de responsabilité³⁴. D'après les données de 2018, les femmes possèdent 24 pour cent des terres agricoles et les hommes 76 pour cent³⁵.
25. Les petits exploitants représentent 93 pour cent des agriculteurs et produisent la majeure partie des denrées alimentaires de base. Ils se heurtent à plusieurs difficultés: ils doivent notamment répondre aux besoins d'une population croissante et d'une classe moyenne de plus en plus nombreuse, ont un accès limité aux financements, aux droits fonciers, aux services et aux marchés, et sont confrontés aux effets du changement climatique. En milieu rural, environ 16 millions de personnes, représentant 13,2 pour cent de la population rurale, vivent dans la pauvreté^{36,37}.
26. *Systèmes alimentaires durables*. L'Indonésie se heurte à des difficultés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition³⁸ liées à sa dépendance à l'égard des importations pour certaines denrées, au régime alimentaire de mauvaise qualité des personnes ayant des revenus faibles ou moyens et au triple fardeau de la malnutrition. Bien que la prévalence de l'insécurité alimentaire chronique ait diminué, elle est aggravée dans les zones isolées par les difficultés d'accès économique, les obstacles logistiques et l'inadéquation de la production vivrière, qui sont dus à un manque de résilience face aux chocs et à l'absence de politiques cloisonnées et intégrées concernant la sécurité alimentaire, la nutrition et la pauvreté, ainsi qu'à la prise en compte insuffisante de la problématique hommes-femmes.

²⁹ Indonesia Basic Health Research (RISKESDAS), 2018.

³⁰ Sandjaja S. et autres. 2013. *Food consumption and nutritional and biochemical status of 0.5–12-year-old Indonesian children: the SEANUTS study*. British Journal of Nutrition, 110, S11–S20. <https://www.cambridge.org/core/journals/british-journal-of-nutrition/article/food-consumption-and-nutritional-and-biochemical-status-of-0512-year-old-indonesian-children-the-seanuts-study/B32D928C39070C6EBEEFF414BBBE1632>.

³¹ Aucune différence notable entre les sexes ou les lieux de résidence n'a été observée dans l'étude.

³² Banque asiatique de développement. 2019. *Policies to Support Investment Requirements of Indonesia's Food and Agriculture Development during 2020–2045*. <https://www.adb.org/publications/indonesia-food-agriculture-development-2020-2045>.

³³ Organisation internationale du Travail. 2017. Base de données ILOSTAT, Profil de pays, Indonésie. https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer47/?lang=en&segment=indicator&id=EMP_TEMP_SEX_ECO_NB_A.

³⁴ FAO. 2018. *Small Family Farms Country Factsheet*. <http://www.fao.org/3/I8881EN/i8881en.pdf>.

³⁵ FAO. 2019. *Country Gender Assessment of Agriculture and the Rural Sector in Indonesia*. <http://www.fao.org/3/ca6110en/ca6110en.pdf>.

³⁶ Banque asiatique de développement. 2019. *Policies to Support Investment Requirements of Indonesia's Food and Agriculture Development during 2020–2045*. <https://www.adb.org/publications/indonesia-food-agriculture-development-2020-2045>.

³⁷ FAO. 2018. *Small Family Farms Country Factsheet*. <http://www.fao.org/3/I8881EN/i8881en.pdf>.

³⁸ FAO, OMS, Gouvernement indonésien. 2013. *National Nutrition Strategy Paper of Indonesia*.

27. La consommation de la classe moyenne, qui compte au moins 52 millions de personnes, a progressé de 12 pour cent par an depuis 2002 et représente environ la moitié de la consommation totale des ménages³⁹. L'expansion de la classe moyenne et l'accroissement du taux d'urbanisation ont une incidence sur les modes d'alimentation et la demande de produits alimentaires.
28. Les prix du riz sont plus élevés sur les marchés intérieurs que sur les marchés mondiaux et régionaux. La moyenne de la consommation annuelle de riz par habitant a légèrement progressé entre 2013 et 2018, passant de 96 kilogrammes à 97 kilogrammes⁴⁰, et le riz occupe une large place dans le régime alimentaire, en particulier celui des personnes ayant un faible revenu et vivant en milieu rural⁴¹.
29. L'Indonésie devra répondre à une demande accrue de produits alimentaires, car il est prévu que sa population dépasse les 310 millions d'habitants d'ici à 2045⁴² et que la consommation alimentaire par habitant augmente au moins jusque-là⁴³.
30. Le changement climatique risque de s'aggraver et d'avoir une incidence sur la production agricole, en raison notamment de la multiplication des aléas liés au climat. Les ménages dirigés par une femme pourraient être les plus gravement touchés, attendu que celles-ci contrôlent des ressources plus limitées.
31. Pour répondre à la demande croissante de produits alimentaires, il est nécessaire d'adopter une approche globale, inclusive et équitable des systèmes alimentaires et de leur durabilité. Des systèmes d'alerte rapide en cas de catastrophe, renforcés et intégrés, sont indispensables, ainsi que des dispositifs de protection sociale évolutifs, inclusifs et soucieux de la problématique hommes-femmes, y compris à l'intention des petits exploitants, et des solutions de financement des risques climatiques adaptées.

Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17

32. Un financement pérenne est essentiel pour atteindre tous les ODD. Le Gouvernement met en œuvre des réformes budgétaires pour accroître le revenu national, tout en recherchant des solutions novatrices, plus inclusives et plus vertes. En 2018, une plateforme de financement des ODD a été mise en place auprès du Ministère de la planification du développement national en vue de réduire les déficits et de mobiliser des sources novatrices de financement.
33. Consciente de l'importance des technologies de l'information et des médias, l'Indonésie investit de plus en plus dans l'infrastructure de connectivité et de communication. L'accès des femmes et des filles aux technologies de l'information reste insuffisant et il convient d'y remédier, notamment en milieu rural.
34. La concertation sur les politiques et l'assistance technique restent utiles aux fins de l'établissement et de la mise au point de cadres législatifs et de l'utilisation d'approches, technologies et méthodes novatrices en matière de production et d'analyse des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition, de systèmes d'alerte rapide, de stratégies

³⁹ Banque mondiale. 2019. *Aspiring Indonesia – Expanding the Middle Class*.

⁴⁰ Agence de la sécurité alimentaire, 2019. <http://bkp.pertanian.go.id/>.

⁴¹ Banque asiatique de développement. 2019. *Policies to Support Investment Requirements of Indonesia's Food and Agriculture Development during 2020–2045*. <https://www.adb.org/publications/indonesia-food-agriculture-development-2020-2045>.

⁴² Ministère de la planification du développement national, Bureau indonésien de la statistique, Fonds des Nations Unies pour la population. 2018. *Indonesia Population Projection 2015-2045*. <https://indonesia.unfpa.org/en/publications/indonesia-population-projection-2015-2045-0>.

⁴³ PAM. 2018. *Modelling the Future of Indonesian Food Consumption*. <https://www.wfp.org/publications/2018-modeling-future-indonesia-food-consumption>.

évolutives et d'initiatives visant à lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. La coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire reste importante, tout comme les partenariats avec le secteur privé et la société civile.

1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

35. Conformément au Programme 2030, le Gouvernement a placé le développement inclusif, durable et porteur de transformations au centre de son cadre national de planification. Ainsi qu'il est indiqué dans le plan national de développement à moyen terme et consigné dans le plan-cadre de coopération, les priorités nationales ont été fixées dans plusieurs domaines, s'agissant notamment de réduire les niveaux élevés de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans et les inégalités régionales. Alors que la pauvreté régresse dans l'ensemble, plus de la moitié de la population est vulnérable, ce qui perpétue les inégalités généralisées entre les sexes et les régions. Il est impératif de garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs, à l'eau et à l'assainissement (ODD 2, 5 et 6).
36. Malgré les améliorations enregistrées au cours des dix dernières années, des problèmes fondamentaux continuent de se poser. Outre les taux élevés de retard de croissance, d'émaciation et d'anémie, le surpoids et l'obésité gagnent du terrain et la prévalence des maladies non transmissibles liées à ce triple fardeau de la malnutrition augmente. Le Gouvernement a mis en œuvre des directives générales sur la malnutrition et la fourniture de produits alimentaires, moyennant plusieurs initiatives qui visent notamment à accélérer les progrès concernant la nutrition des communautés, à stabiliser les prix des denrées alimentaires et à améliorer la qualité des aliments disponibles et consommés. Des lacunes subsistent dans les soins de santé, l'accès à la nourriture et la bonne nutrition des enfants, y compris la nutrition des enfants d'âge scolaire⁴⁴. Il faut veiller particulièrement à ce que les communautés de droit coutumier, notamment dans les zones isolées, et les femmes en âge de procréer, les adolescentes et les enfants puissent exercer leur droit à l'alimentation. Des données factuelles détaillées sont nécessaires pour éclairer les politiques et faire changer les choses.
37. La cause première de l'insécurité alimentaire est le manque d'accès au quotidien à des aliments sains et nutritifs en quantité suffisante pour couvrir les besoins alimentaires d'une grande partie de la population, afin que celle-ci puisse mener une vie active tout en étant en bonne santé; les femmes sont particulièrement concernées, compte tenu des inégalités persistantes entre les sexes, et surtout les femmes en âge de procréer ainsi que les jeunes enfants. La consommation limitée d'aliments diversifiés conduit souvent à une surconsommation d'aliments fortement transformés très caloriques. Cette situation découle en partie des problèmes d'approvisionnement liés à la production et à la disponibilité, du coût des aliments de base, des modes de préparation des aliments, de l'accès à l'eau propre et des pratiques socioculturelles. L'insuffisance de l'assistance technique, qui permettrait de faire mieux connaître les moyens de réduire la malnutrition, est également un facteur déterminant. Toutes les formes de malnutrition freinent considérablement les progrès accomplis par le pays dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'économie. Même s'ils sont bien développés et en expansion, les dispositifs de protection sociale, assortis ou non de conditions, ne sont pas équitables et

⁴⁴ Salimar, Setyawati B. et Irawati A. 2016. *Energy and protein deficit of school-age children (6-12 years old) for nutrition planning program [PMTAS] of eight regions in Indonesia*. *Penelit Gizi Dan Makanan*. 39(2): 111-118. <https://media.neliti.com/media/publications/223568-besaran-defisit-energi-dan-protein-pada.pdf>. Il ressort de l'étude de 2016 que le régime alimentaire des enfants en âge d'aller à l'école primaire était pauvre en calories pour 83,9 pour cent d'entre eux et extrêmement pauvre en calories pour 64,4 pour cent d'entre eux.

ne tiennent pas compte de la problématique hommes-femmes; leur mise en œuvre peut encore être améliorée.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

38. S'agissant de l'ODD 2, le Ministère de la planification du développement national a défini les priorités stratégiques suivantes⁴⁵:
- garantir la satisfaction des besoins alimentaires de base des ménages à faible revenu et des communautés touchées par des catastrophes;
 - améliorer la qualité de la consommation alimentaire et nutritionnelle, ainsi que la sécurité sanitaire des aliments;
 - améliorer les systèmes d'alerte rapide relatifs à la sécurité alimentaire; et
 - renforcer les activités de plaidoyer, l'organisation de campagnes et la communication visant à faire évoluer la société et les comportements afin d'améliorer la nutrition.
39. L'analyse commune de pays de 2019 a mis en évidence cinq facteurs de changement en Indonésie:
- la démographie – nécessité de tirer parti du dividende démographique, notamment grâce à des investissements plus importants en faveur du capital humain;
 - la transformation économique et l'industrie 4.0⁴⁶ – croissance soutenue moyennant un cadre politique et budgétaire stable et des investissements dans plusieurs domaines, y compris la recherche, la transformation numérique, les données, l'éducation et les compétences;
 - la préservation de l'environnement – questions liées à l'exploitation et à la protection des ressources naturelles grâce au développement durable, s'agissant notamment de l'agriculture, et investissements en faveur de la résilience face au changement climatique et de la préparation aux catastrophes;
 - la problématique hommes-femmes – nécessité de garantir la participation des femmes, des hommes, des filles et des garçons dans tous les domaines sociaux, économiques et politiques sur un pied d'égalité dans l'ensemble du pays; et
 - la pauvreté et les inégalités – remédier aux disparités régionales dans les principaux domaines du développement.
40. À l'issue de l'évaluation du plan stratégique de pays (PSP) réalisée en 2019, quatre recommandations ont été formulées au niveau stratégique:
- *Intensifier la participation au niveau des politiques.* Le PAM doit mettre davantage l'accent au niveau des politiques, moyennant notamment des investissements plus importants en faveur de la dotation en effectifs, des outils d'analyse et des produits reposant sur des données factuelles axés sur le niveau national de prise de décisions stratégiques.

⁴⁵ Ministère de la planification du développement national. Juillet 2019. *Roadmap of SDGs Indonesia: A highlight.* <https://www.unicef.org/indonesia/reports/roadmap-sdgs-indonesia>.

⁴⁶ L'industrie 4.0 désigne la quatrième révolution industrielle et fait référence à la tendance croissante à l'automatisation et à l'échange de données en matière de technologie et de processus au sein du secteur manufacturier.

- *Tirer parti des activités performantes du PSP pour 2017–2020*, parmi lesquelles l'appui relatif à l'analyse et à la cartographie de la vulnérabilité destiné à la Plateforme d'analyse de la vulnérabilité aux effets des phénomènes régionaux (VAMPIRE) et à l'Atlas de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, l'élargissement de la portée des activités de préparation aux situations d'urgence et les travaux sur les effets à évolution lente du changement climatique et sur l'adaptation au changement climatique.
 - *Effectuer une analyse et un examen systématiques et approfondis des partenariats gouvernementaux*. Cet examen permettrait de définir les relations entre tous les ministères et organismes compétents; d'évaluer les aspects techniques, opérationnels et stratégiques de ces relations; et de trouver de nouveaux domaines de collaboration.
 - *Prévoir dans le prochain PSP de jouer un rôle de participation directe* dans un domaine présentant un avantage relatif technique comme la coordination logistique ou la collecte de données.
41. Dans le PSP établi pour l'Indonésie pour 2017–2020, le financement relatif à la nutrition était limité à l'alimentation scolaire, à une étude sur le coût d'un régime alimentaire nutritif et à une initiative visant à influencer sur les modes de consommation alimentaire des adolescents; les mesures de lutte contre le retard de croissance et d'autres formes de malnutrition étaient insuffisantes. Une mission exploratoire sur la nutrition a été menée en 2019 afin de recenser les domaines d'intervention privilégiés du PAM sur ce sujet. Les domaines d'intervention suivants ont été définis après consultation avec le Gouvernement et les autres parties prenantes:
- *protection sociale à dimension nutritionnelle*, s'agissant notamment d'améliorer la qualité et l'efficacité des programmes de protection sociale sur le plan de la nutrition, d'intégrer du riz enrichi en micronutriments après la récolte dans les programmes de protection sociale fondés sur l'alimentation, de soutenir les programmes d'alimentation scolaire aux niveaux local et national et de concevoir des interventions à dimension nutritionnelle en cas de situation d'urgence;
 - *communication visant à faire évoluer la société et les comportements* par certaines voies comme les systèmes de protection sociale, à l'intention des populations ciblées, notamment les adolescents, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les écoliers et leurs parents et les aidants s'occupant de jeunes enfants; et
 - *données factuelles sur la nutrition*, en incluant des données sur la nutrition approfondies et désagrégées dans les analyses de la vulnérabilité existantes et en prévoyant une étude sur les moyens de combler le déficit en nutriments, une étude sur le coût de la malnutrition et des activités de plaidoyer en faveur d'une enquête nationale représentative sur les carences en micronutriments.
42. Le présent PSP tient compte des enseignements tirés du PSP établi pour 2017–2020, d'après lesquels le PAM devrait tirer parti de ses interventions de renforcement des capacités de gestion des risques de catastrophe et d'analyse de la vulnérabilité, tout en intensifiant ses travaux qui visent à lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes.

2.2 Harmonisation avec les plans de développement nationaux, le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

43. Le présent PSP est aligné sur le plan national de développement à moyen terme par le biais du plan-cadre de coopération. Celui-ci, l'un des premiers de ce type dans le monde et le premier dans la région Asie et Pacifique, définit quatre priorités stratégiques⁴⁷:
- i) Les moyens nécessaires sont donnés aux populations vivant en Indonésie, en particulier celles qui courent le risque de prendre encore plus de retard, pour qu'elles réalisent leur potentiel de développement humain en tant que membres d'une société plurielle, tolérante, inclusive et juste, sans aucun type de discrimination, notamment à l'égard des femmes.
 - ii) Les institutions et les populations contribuent de manière plus efficace à promouvoir une transformation économique inclusive et présentant une plus forte valeur ajoutée.
 - iii) Les institutions, les communautés et les populations s'emploient activement à mettre en application et à rendre effectives des modalités de développement à faibles émissions de carbone, de gestion durable des ressources naturelles et de résilience face aux catastrophes, qui tiennent toutes compte de la problématique hommes-femmes.
 - iv) Les parties prenantes adoptent en matière de développement des solutions novatrices et intégrées afin d'accélérer les progrès sur la voie de la réalisation des ODD.
44. Le présent PSP est en phase avec les priorités stratégiques 1, 3 et 4 du plan-cadre de coopération, qui ont été définies à partir d'une étude consacrée à la théorie du changement menée à la mi-2019 et ont servi de base pour l'élaboration du plan-cadre de coopération. Une théorie du changement interne à l'échelle du PAM a été élaborée en janvier 2020 pour le présent PSP. S'appuyant sur des années d'engagement apprécié auprès du Gouvernement et d'autres partenaires, notamment en tant qu'élément moteur, le PAM renforcera dans le cadre du présent PSP sa participation à la concertation sur les politiques et son assistance technique concernant l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition, la gestion des risques climatiques et de catastrophe et l'appui en matière de prévention du retard de croissance et de réduction des autres formes de malnutrition, principalement dans le contexte de la protection sociale.

2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

45. Ce PSP a été établi sur la base des débats menés au sein des groupes de réflexion avec les principales parties prenantes gouvernementales au cours du deuxième semestre de 2019 et des consultations portant sur des domaines thématiques spécifiques organisées en 2020, en vue d'assurer l'harmonisation avec les grandes priorités du Gouvernement et avec les ministères d'exécution compétents.
46. Les partenaires des Nations Unies et les représentants locaux des donateurs ont été consultés dans le cadre de discussions bilatérales, afin d'assurer la complémentarité, et ils ont accueilli favorablement le portefeuille d'activités. Le processus du plan-cadre de coopération et le plan conjoint des organismes ayant leur siège à Rome garantissent l'harmonisation du PSP avec l'action menée par les partenaires du PAM appartenant au système des Nations Unies en Indonésie.

⁴⁷ Organisation des Nations Unies. 2020. *Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour l'Indonésie pour 2021-2025*. <https://un.or.id/publications/322-united-nations-sustainable-development-cooperation-framework-unsdcf-2021-2025> (document disponible en anglais uniquement).

3. Portefeuille stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

47. Le présent PSP reste axé sur l'appui apporté au Gouvernement par le biais de la participation à l'élaboration des politiques et de l'assistance technique en vue de la réalisation des ODD.
48. Le PSP contribuera à la réalisation des objectifs du plan national de développement à moyen terme consistant à renforcer la résilience économique aux fins d'une croissance de qualité, à améliorer les qualifications des ressources humaines et à accroître la résilience face aux catastrophes et au changement climatique. Conformément aux priorités du Gouvernement, qui souhaite accroître la disponibilité de produits alimentaires de bonne qualité, les rendre plus accessibles et favoriser leur consommation, le PAM continuera à fournir à l'Indonésie des données factuelles fiables et pertinentes pour l'aider à prendre les décisions relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Il veillera à ce que le processus de programmation suive une démarche participative comportant notamment la tenue de consultations avec les diverses parties prenantes, les hommes et les femmes, et les différentes tranches d'âge. Il encouragera l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les sexes, qui sont des moyens essentiels pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous.
49. Cette orientation est également suivie dans le plan-cadre de coopération. Ce dernier et le PSP utilisent tous les deux le plan national de développement à moyen terme comme feuille de route pour le développement durable en Indonésie.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

50. Conformément au plan national de développement à moyen terme, le PAM aidera le Gouvernement à atteindre ses objectifs dans trois domaines d'action interdépendants et à combler les lacunes en vue de la réalisation de l'ODD 2. L'effet direct stratégique 1 contribuera à l'obtention de meilleures données factuelles qui peuvent servir de base pour des initiatives de lutte contre l'insécurité alimentaire et d'amélioration de la nutrition, de manière à ne laisser personne de côté; l'effet direct stratégique 2 contribuera aux initiatives visant à atteindre un état de préparation suffisant en cas de catastrophe; et l'effet direct stratégique 3 contribuera aux initiatives visant à assurer la bonne santé des ressources humaines. Ces effets directs sont interdépendants; en particulier, l'effet direct stratégique 1 permettra d'obtenir des données factuelles sur lesquelles reposeront les deux autres.

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2025, le Gouvernement et les autres partenaires disposent de capacités renforcées pour produire des données factuelles de grande qualité et les utiliser en vue de réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition

51. Pour réaliser les ODD et les deux autres effets directs stratégiques du présent PSP, il faudra prêter une plus grande attention aux disparités régionales et à ceux qui ont été laissés de côté. Le PAM apportera son appui au Gouvernement en lui proposant des moyens novateurs de recueillir et d'analyser des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition, ventilées par âge, sexe, genre, handicap et autres caractéristiques pertinentes, afin de repérer les personnes et les régions les plus vulnérables et d'engager une concertation sur les politiques fondée sur des données factuelles et visant à ne laisser personne de côté.
52. Le PAM apportera son aide dans les domaines du renforcement des capacités et de la collecte et de l'analyse des données en vue d'atténuer les effets des catastrophes et du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Il renforcera également

les compétences en analyse différenciée par sexe des homologues gouvernementaux chargés des questions techniques.

53. Cet effet direct stratégique contribue à la réalisation de la cible 9 de l'ODD 17 et à l'obtention du résultat stratégique 5 du PAM.

Domaine d'action privilégié

54. L'effet direct stratégique 1 est axé sur les causes profondes.

Harmonisation avec les priorités nationales

55. Cet effet direct stratégique est harmonisé avec les effets 1, 3 et 4 du plan-cadre de coopération, qu'il contribue à obtenir.
56. Il est aligné sur le plan national de développement à moyen terme dans la mesure où il contribue à répondre à plusieurs de ses priorités, en particulier le projet prioritaire de l'Agence de la sécurité alimentaire.

Produit escompté

57. Le produit suivant permettra d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Le Gouvernement et les autres partenaires tirent avantage des données de grande qualité sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et de leur analyse qui facilite la formulation et la mise en œuvre de politiques améliorées.

Activité essentielle

Activité 1: Participer à la concertation sur les politiques, apporter une assistance technique et mener des activités de plaidoyer afin que le Gouvernement et les autres partenaires prêtent davantage attention aux données factuelles sur la sécurité alimentaire et la nutrition et les utilisent

58. *Appui apporté à l'Atlas de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité relevant de l'Agence de la sécurité alimentaire, moyennant l'amélioration de la méthode et de la communication des résultats.* Les améliorations de la méthode visent à mieux saisir la situation en matière de sécurité alimentaire et à communiquer ces informations, afin d'appuyer les capacités de planification et de ciblage des pouvoirs publics aux fins de la mise en œuvre des programmes de sécurité alimentaire. Le PAM collaborera également avec les pouvoirs publics pour renforcer leur capacité à utiliser les estimations sur petits domaines pour les sous-catégories de population ou pour certaines zones géographiques, lorsqu'il est difficile de recueillir des données primaires.
59. *Amélioration de l'analyse des prévisions fondée sur l'impact.* Le PAM continuera de soutenir la plateforme VAMPIRE, une plateforme élaborée d'analyse de la vulnérabilité et des prévisions qui fournit des renseignements en temps réel pour une action immédiate, afin de compléter et d'enrichir les technologies actuelles. La plateforme VAMPIRE, qui est utilisée par les partenaires gouvernementaux, est un élément essentiel des dispositifs adaptatifs de protection sociale. Le PAM utilisera également des outils d'analyse et de prévision pour recenser les multiples effets des pandémies sur la sécurité alimentaire.
60. *Appui aux systèmes de protection sociale adaptatifs.* Le PAM appliquera des méthodes novatrices pour aider les décideurs publics dans leurs initiatives visant à transformer les transferts de protection sociale existants en un système de protection sociale adaptatif et inclusif. Il aidera le Ministère des affaires sociales à produire des données factuelles qui seront utilisées pour réduire les effets des catastrophes liées au climat ou autres sur les personnes et les communautés vulnérables. L'évaluation de l'impact et le suivi des risques de vulnérabilité seront intégrés afin d'améliorer le ciblage et l'intervention, s'agissant notamment de la problématique hommes-femmes, de l'âge et du handicap.

61. *Communication renforcée des risques pour la sécurité alimentaire et la nutrition.* Le PAM publiera des bulletins de suivi de la sécurité alimentaire prenant en considération les facteurs saisonniers et fondés sur les divers besoins, pour montrer les risques pour la sécurité alimentaire et la nutrition que présentent les différents aléas. Le PAM renforcera également la capacité des institutions gouvernementales nationales et infranationales à suivre régulièrement les risques pour la sécurité alimentaire et la nutrition.
62. *Analyse des effets du changement climatique.* Le PAM aidera les pouvoirs publics aux niveaux national et infranational à concevoir et cibler des politiques et des programmes liés à l'adaptation au changement climatique en ayant recours à des méthodes analytiques. Il s'agit notamment de l'étude globale des moyens d'existence en vue de l'analyse de la résilience (CLEAR+), qui vise à faire mieux comprendre les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des personnes et des groupes.
63. *Amélioration de la qualité des analyses.* Le PAM s'emploiera avec les principales parties prenantes à garantir et améliorer la qualité de ses analyses internes et à mener des activités conjointes de collecte et d'analyse des données. L'étude sur les moyens de combler le déficit en nutriments permettra d'établir les niveaux d'accessibilité à des prix abordables et de consommation d'aliments sains et de recenser les obstacles rencontrés à cet égard. Le fait d'établir le coût social et économique du triple fardeau de la malnutrition permettra de mieux comprendre le coût du retard de croissance et de quantifier le coût du surpoids, de l'obésité et de l'anémie. Le PAM préconisera d'effectuer une enquête sur les micronutriments afin d'établir la prévalence et les causes des carences en micronutriments.
64. Dans l'ensemble des divers domaines d'activité, des efforts seront déployés pour prendre systématiquement en compte la problématique hommes-femmes, l'âge et le handicap et pour repérer les groupes de personnes qui courent le plus le risque d'être laissées de côté.

Partenariats

65. Le PAM renforcera ses partenariats avec le Ministère de la planification du développement national et avec les principaux organismes publics dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition, des statistiques, de la météorologie, de la préparation aux catastrophes et de la gestion de l'environnement. Il collaborera avec ses principaux partenaires afin de compléter les plateformes publiques existantes de suivi de la gestion des catastrophes, en vue de renforcer les programmes de protection sociale réactifs face aux chocs. Il collaborera également avec des universités et des instituts de recherche nationaux et internationaux renommés.
66. Le PAM continuera de travailler avec la FAO et le FIDA à l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition en milieu urbain ou rural, y compris dans le cadre du plan conjoint des organismes ayant leur siège à Rome pour l'Indonésie. Il collaborera avec d'autres partenaires du système des Nations Unies, notamment le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'OMS, et avec l'initiative de traitement des données Global Pulse du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Pulse Lab Jakarta.
67. Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, le PAM étudiera les possibilités d'offrir une assistance technique et de participer à la concertation sur les politiques dans les domaines de l'analyse et des prévisions relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, s'agissant notamment d'établir des liens et de servir de catalyseur.

Hypothèses

68. La prévision selon laquelle le produit permettra d'atteindre l'effet direct stratégique repose sur plusieurs hypothèses: les données sont fiables; des données ventilées par sexe, genre et âge et selon d'autres marqueurs clés sont disponibles à tous les niveaux; les sources de

données et les méthodes novatrices sont acceptées par les principales parties prenantes; et les conclusions tirées sont acceptées par les partenaires du PAM.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

69. Le PAM participe à la concertation sur les politiques et fournit une assistance technique concernant les capacités d'analyse, en vue de les renforcer durablement de manière que les systèmes, les institutions et les programmes publics disposent d'informations d'excellente qualité et que les organismes publics puissent poursuivre l'analyse aux niveaux national et infranational pour éclairer les politiques.
70. Moyennant une étroite coopération avec les instituts de recherche et les groupes de réflexion, le PAM réalisera des études pertinentes sur les facteurs déterminants et les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Les résultats de ces études et analyses permettront de jeter des bases solides pour concevoir et élaborer des politiques et des programmes efficaces et équitables. À mesure que le Gouvernement se chargera de plus en plus de l'analyse des problèmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition, le PAM prévoit de mettre davantage l'accent jusqu'en 2030 sur les améliorations et les innovations en matière d'analyse.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2025, le Gouvernement, les autres partenaires et les communautés disposent de capacités renforcées pour atténuer les effets des catastrophes et du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition

71. L'Indonésie est l'un des pays les plus exposés aux catastrophes, y compris aux pandémies, et elle subit déjà les effets du changement climatique. Dans le cadre du présent PSP, le PAM renforcera sa participation à la concertation sur les politiques, l'objectif général étant d'aider à mettre en place les systèmes nécessaires pour assurer un état de préparation satisfaisant en cas de catastrophe.
72. Le PAM aidera le Gouvernement à adopter des politiques et des réformes qui intègrent des stratégies efficaces de réduction des effets des catastrophes et du changement climatique; à mettre en œuvre des politiques de gestion des risques de catastrophe, en prévoyant un financement suffisant pour les activités axées sur la résilience; et à renforcer la capacité des personnes et des communautés à faire face aux catastrophes et au changement climatique, en appliquant des méthodes novatrices de transfert des risques comme la protection sociale et l'assurance adaptatives.
73. Les questions liées à la problématique hommes-femmes, à l'âge et au handicap seront prises en compte lors de la conception, de la mise en œuvre et du suivi de l'activité, en prêtant attention aux aspects relatifs à la protection, conformément aux principes directeurs du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015–2030).
74. Cet effet direct stratégique contribue à la réalisation de la cible 9 de l'ODD 17 et à l'obtention du résultat stratégique 5 du PAM.

Domaine d'action privilégié

75. L'effet direct stratégique 2 est axé sur le renforcement de la résilience.

Harmonisation avec les priorités nationales

76. Cet effet direct stratégique est harmonisé avec les effets 3 et 4 du plan-cadre de coopération, qu'il contribue à obtenir.
77. Cet effet direct stratégique, qui est axé sur le renforcement de la résilience face aux catastrophes et facilite la gestion des risques climatiques et les initiatives d'adaptation à long terme, est aligné sur le plan national de développement à moyen terme. Ses principaux domaines d'intervention concordent avec les travaux menés par divers ministères et avec la stratégie nationale de gestion des risques de catastrophe.

Produit escompté

78. Le produit suivant permettra d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Le Gouvernement, les autres partenaires et les communautés bénéficient de l'amélioration de la capacité à se préparer et à faire face aux catastrophes et au changement climatique.

Activité essentielle

Activité 2: Renforcer les partenariats, la concertation sur les politiques et l'assistance technique apportée au Gouvernement, aux autres partenaires et aux communautés en vue de réduire les risques et les effets des catastrophes et du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition

79. *Coordination nationale dans le domaine de la préparation aux situations d'urgence et de l'intervention en cas de crise.* Le PAM prendra part à la concertation sur les politiques avec le Gouvernement, à qui il apportera une assistance technique. Il s'agit notamment de passer en revue les lois et les politiques nationales en matière de gestion des catastrophes (un processus administré par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires) et d'assurer aux principaux partenaires gouvernementaux une formation et une assistance technique dans le domaine de la préparation aux situations d'urgence et de l'intervention en cas de crise.
80. *Protection sociale adaptative.* Le PAM contribuera à améliorer le système de protection sociale adaptative afin que le ciblage, les transferts et les décaissements ainsi que l'utilisation faite de ce système soient efficaces, efficaces, équitables et inclusifs. Cela passera notamment par la concertation sur les politiques concernant la gestion des informations sur les bénéficiaires, les systèmes de partage des données internes et les critères de ciblage, et la mobilisation d'un financement pérenne de la protection sociale. Le PAM collaborera avec les principales parties prenantes pour renforcer les programmes de protection sociale qui visent à faire face aux conséquences des aléas naturels, du changement climatique et des pandémies. Il continuera de plaider pour que les besoins des personnes les plus vulnérables et les problèmes auxquelles celles-ci se heurtent en matière de protection soient effectivement pris en considération lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes de protection sociale.
81. *Gestion des catastrophes aux niveaux infranational et communautaire.* Dans le cadre d'une approche intégrée de la gestion des risques, le PAM apportera une assistance technique à l'Agence nationale de gestion des catastrophes, au Ministère des affaires sociales et au Ministère de l'Intérieur afin de faciliter l'élaboration de politiques qui amélioreront la gestion des risques de catastrophe au niveau infranational. Cette activité mettra également à profit les enseignements tirés des études sur la résilience face aux catastrophes menées au niveau communautaire. Le PAM étudiera les possibilités offertes par l'assurance, qui est un moyen pour les communautés, les petits exploitants et les ménages de gérer les risques et financer les activités, de promouvoir l'investissement et d'améliorer la résilience et le bien-être. Les autres activités axées sur la gestion des catastrophes aux niveaux infranational et communautaire consisteront notamment à élaborer des stratégies de réduction des risques de catastrophe à l'échelle provinciale, qui favoriseront l'autonomisation des femmes et des jeunes en les encourageant à participer aux comités chargés des situations d'urgence et de la préparation et à y exercer un rôle de direction, par exemple.
82. *Adaptation au changement climatique.* Grâce à une meilleure compréhension des effets à long terme du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition, y compris du point de vue de l'égalité des sexes, le PAM s'attachera à améliorer l'accès à l'échelle nationale et locale et en temps utile à des informations fiables permettant de dispenser des services climatiques au plus près du terrain. Tout en renforçant les capacités

d'analyse, le PAM étudiera avec le Gouvernement les possibilités de recourir à des mécanismes de financement reposant sur des prévisions et autres actions préventives, afin de réduire et d'atténuer les effets des phénomènes météorologiques extrêmes.

83. *Appui à la demande.* En cas de grave catastrophe, le PAM collaborera étroitement avec le Gouvernement et apportera un soutien technique aux autorités nationales, aux intervenants au niveau infranational et aux mécanismes de coordination.

Partenariats

84. Le PAM appuiera les activités de gestion des catastrophes et de protection sociale conjointement avec les autres partenaires de l'action humanitaire et du développement appartenant au système des Nations Unies, avec le Ministère de la planification du développement national, avec le Ministère coordonnateur du développement humain et des affaires culturelles et avec ses homologues gouvernementaux aux niveaux des provinces et des districts.
85. Le PAM apportera son appui à l'Agence nationale de gestion des catastrophes, au Ministère des affaires sociales, au Ministère de l'Intérieur, au Ministère des villages, aux organismes de gestion des catastrophes au niveau des provinces et à celui des districts et à ses autres homologues gouvernementaux à ces mêmes niveaux.
86. Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, le PAM recherchera les possibilités d'apporter une assistance technique et de participer à la concertation sur les politiques dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe, de la protection sociale adaptative et de l'adaptation au changement climatique, s'agissant notamment d'établir des liens et de servir de catalyseur.

Hypothèses

87. La prévision selon laquelle le produit permettra d'atteindre l'effet direct stratégique 2 repose sur plusieurs hypothèses: la coordination entre les divers ministères aux niveaux national et infranational est efficace; les institutions chargées de la gestion des catastrophes sont stables sur le plan financier; et il existe une réelle volonté de mieux intégrer les questions relatives à la problématique hommes-femmes, à l'âge et au handicap. Il faudra par ailleurs continuer d'investir dans des dispositifs de protection sociale inclusifs et de les appuyer.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

88. Outre le plan national de développement à moyen terme et le plan-cadre de coopération, le PAM harmonisera ses activités avec les plans stratégiques des ministères d'exécution compétents. L'objectif général des activités relatives aux catastrophes qui seront menées tout au long de la période couverte par le PSP est de mettre davantage l'accent sur la concertation sur les politiques afin d'assurer un état de préparation suffisant en cas de catastrophe, ce qui permettra de supprimer progressivement ces activités à la fin du présent PSP. Le PAM nouera un dialogue autour des politiques, aidera le Gouvernement à accéder aux ressources et investira dans des mécanismes d'adaptation au changement climatique qui favorisent l'inclusion et l'égalité.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2025, les populations exposées aux multiples formes de malnutrition tirent profit du renforcement des capacités nationales en matière de conception et de mise en œuvre de programmes qui améliorent l'accès à une alimentation saine et encouragent les bons comportements à cet égard, et qui préviennent le retard de croissance et les autres problèmes dus aux carences nutritionnelles

89. La malnutrition reste un sujet de préoccupation. Les enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance n'exploitent pas pleinement leur potentiel: ce retard a une incidence sur leur développement cognitif, leur productivité et leur vulnérabilité face aux

maladies non transmissibles à un âge plus avancé, et il existe un risque de transmission intergénérationnel. Les populations risquant de souffrir de la malnutrition sous ses multiples formes tirent profit du renforcement des capacités nationales en matière de conception et de mise en œuvre de programmes qui améliorent l'accès à une alimentation saine et encouragent les bons comportements permettant de prévenir le retard de croissance et les autres problèmes dus aux carences nutritionnelles.

90. Les taux de retard de croissance n'étant pas uniformes dans l'ensemble du pays, l'amélioration du ciblage et de l'analyse de la vulnérabilité dans le cadre des dispositifs de protection sociale au titre de l'activité 1 aura également une incidence sur les résultats obtenus en matière de nutrition. Les améliorations concernant les systèmes de protection sociale adaptative et les directives sur la nutrition en cas d'intervention face à une crise influent également sur les résultats nutritionnels. Les incidences qu'a la malnutrition chez l'enfant et l'adolescent sur la réalisation des cibles des ODD feront l'objet d'une attention particulière.
91. Cet effet direct stratégique contribue à la réalisation de la cible 2 de l'ODD 2 et à l'obtention du résultat stratégique 2 du PAM.

Domaine d'action privilégié

92. L'effet direct stratégique 3 est axé sur les causes profondes.

Harmonisation avec les priorités nationales

93. Cet effet direct stratégique est harmonisé avec les effets 1, 3 et 4 du plan-cadre de coopération, qu'il contribue à obtenir.
94. Il est aligné sur le plan national de développement à moyen terme, notamment sur les objectifs relatifs au développement des ressources humaines et à la réduction rapide des taux de mortalité et de retard de croissance, sur le plan quinquennal du Ministère de la santé pour ce qui est d'accélérer l'amélioration de la nutrition dans le cadre de la santé publique et sur la stratégie nationale de 2018 qui vise à intensifier la prévention du retard de croissance.

Produit escompté

95. Le produit suivant permettra d'obtenir cet effet direct stratégique:
- Les capacités nationales en matière de conception et de mise en œuvre de programmes qui améliorent l'accès des personnes ciblées à une alimentation saine et les aident à adopter les bons comportements à cet égard sont renforcées.

Activité essentielle

Activité 3: Lancer une concertation sur les politiques, apporter une assistance technique et mener des activités de plaidoyer en faveur d'une alimentation saine, qui permettrait de prévenir toutes les formes de malnutrition

96. *Appui à la prévention du retard de croissance.* La question du retard de croissance, qui a été déclarée prioritaire en 2017, est désormais traitée dans le cadre de la stratégie nationale de 2018 visant à intensifier la prévention du retard de croissance. La mission exploratoire sur la nutrition menée en 2019 par le PAM, en consultation avec le Gouvernement, a défini le rôle que le PAM pourrait jouer en apportant aux facilitateurs du programme Espoir pour les familles une assistance technique sur le plan de la communication visant à faire

évoluer la société et les comportements, pour ce qui est de la santé, de la nutrition et de l'éducation, compte tenu de la problématique hommes-femmes sous-jacente⁴⁸.

97. Le programme SEMBAKO n'a pas de facilitateurs, mais il existe un important chevauchement entre les bénéficiaires du programme Espoir pour les familles et ceux du programme SEMBAKO (les familles qui vivent en dessous du seuil de pauvreté sont bénéficiaires des deux programmes). Il se peut que les bénéficiaires du programme SEMBAKO qui sont également visés par les activités renforcées de communication visant à faire évoluer la société et les comportements du programme Espoir pour les familles obtiennent de meilleurs résultats en matière de nutrition dans le cadre du programme SEMBAKO, en particulier les familles comprenant des enfants de moins de 2 ans et des filles et des femmes enceintes ou allaitantes.
98. *Communication ciblée visant à faire évoluer la société et les comportements par certaines voies.* Le PAM appuiera la communication ciblée visant à faire évoluer la société et les comportements assurée par l'intermédiaire de plateformes nationales comme le Mouvement pour un mode de vie sain dans les communautés, dénommé GERMAS. Les groupes cibles comprennent les adolescents, filles et garçons, et le grand public.
99. *Alimentation scolaire.* Le PAM mènera des activités de sensibilisation aux politiques et apportera une assistance technique au niveau national dans le domaine de l'alimentation scolaire. Il appuiera l'élaboration d'une politique générale sur l'alimentation scolaire inclusive, conformément à sa stratégie mondiale en matière d'alimentation scolaire pour 2020–2030.
100. *Enrichissement du riz.* Il a été établi qu'un moyen économique de remédier aux carences en micronutriments consistait à inclure du riz enrichi après la récolte dans les programmes de protection sociale et à en mettre à la disposition des consommateurs sur le marché⁴⁹. Le PAM dispensera des conseils stratégiques et apportera une assistance technique aux programmes pilotes menés dans les secteurs privé et public. À cette fin, il effectuera une analyse détaillée de la situation et réunira les parties prenantes en vue de recenser les possibilités d'inclure du riz enrichi dans les dispositifs de protection sociale existants.
101. *Directives sur la nutrition dans les situations d'urgence.* Le PAM fournira une assistance pour l'élaboration de directives sur la nutrition dans les situations d'urgence, afin d'améliorer la qualité des cuisines publiques mises en place au lendemain des crises et d'assurer la prise en compte des besoins spécifiques associés à certaines tranches d'âge. Cette démarche est particulièrement importante pour les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel.

Partenariats

102. Le PAM prévoit de nouer des partenariats sur le plan stratégique et au niveau décisionnel avec le Ministère de la planification du développement national, le Ministère de la santé, le Ministère des affaires sociales, le Ministère de l'éducation et de la culture, l'Équipe nationale pour l'accélération de la réduction de la pauvreté auprès du cabinet du Vice-Président, l'Équipe nationale pour l'intensification de la prévention du retard de croissance et l'Agence nationale de la logistique.

⁴⁸ Le PAM pourrait également évaluer si la valeur des transferts et l'approvisionnement des marchés permettent d'avoir accès à des denrées nutritives disponibles localement qui assurent une alimentation saine à tous les stades de la vie.

⁴⁹ Cette conclusion a été tirée à l'issue de la mission d'experts menée en 2019 pour évaluer la faisabilité de l'enrichissement du riz et de la mission exploratoire sur la nutrition de 2019.

103. Le PAM étudie la possibilité d'établir des partenariats avec Nutrition International, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, l'Organisation néerlandaise pour le développement SNV, DSM⁵⁰ et des entités de la société civile.
104. Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, le PAM étudiera les possibilités d'offrir une assistance technique et de contribuer à la concertation sur les politiques dans les domaines de la prévention du retard de croissance, de la communication visant à faire évoluer la société et les comportements et de l'alimentation scolaire, s'agissant notamment d'établir des liens et de servir de catalyseur.

Hypothèses

105. La prévision selon laquelle l'effet direct stratégique sera atteint repose sur l'hypothèse que l'accent continuera d'être mis au niveau national sur la nutrition et que le Gouvernement maintiendra ses investissements en faveur de dispositifs de protection sociale ciblés et inclusifs à grande échelle.

Stratégie de transition et de transfert des responsabilités

106. La stratégie de transition dépend de la mesure dans laquelle la contribution du PAM peut être intégrée dans les priorités et les programmes gouvernementaux existants. Le PAM vise à améliorer les programmes de manière durable, ce qui implique d'intégrer davantage la problématique hommes-femmes et les autres priorités transversales.
107. S'agissant de l'alimentation scolaire, la transition suppose d'élaborer une stratégie et une politique nationales, ce qui nécessitera une concertation et l'acquisition de connaissances. Ce processus sera examiné tout au long de la période couverte par le présent PSP.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

108. Aucun transfert de produits alimentaires ou transfert de type monétaire n'est prévu au titre du présent PSP.
109. Le nombre de personnes qui pourraient bénéficier des activités proposées est indiqué dans le tableau 1. Les avantages seraient indirects. De nombreuses personnes devraient bénéficier de plusieurs activités, notamment les bénéficiaires des dispositifs de préparation aux situations d'urgence et de la protection sociale.

⁵⁰ DSM est une entreprise mondiale basée aux Pays-Bas qui est spécialisée dans la nutrition, la santé et les modes de vie durables. www.dsm.com.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ^{a,b}		
Effet direct stratégique	Activité	Bénéficiaires^c
1	1. Participer à la concertation sur les politiques, apporter une assistance technique et mener des activités de plaidoyer afin que le Gouvernement et les autres partenaires prêtent davantage attention aux données factuelles sur la sécurité alimentaire et la nutrition et les utilisent	4,5 millions de personnes, tous les adultes et tous les enfants (en se fondant sur la diminution de la prévalence de la sous-alimentation qui se dégage des données du plan national de développement à moyen terme)
2	2. Renforcer les partenariats, la concertation sur les politiques et l'assistance technique apportée au Gouvernement, aux autres partenaires et aux communautés en vue de réduire les risques et les effets des catastrophes et du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition	60 millions de personnes, tous les adultes et tous les enfants (populations vivant dans des zones exposées aux catastrophes)
3	3. Lancer une concertation sur les politiques, apporter une assistance technique et mener des activités de plaidoyer en faveur d'une alimentation saine, qui permettrait de prévenir toutes les formes de malnutrition	25,5 millions d'écoliers du primaire 80 millions d'adultes et d'enfants (bénéficiaires des programmes SEMBAKO et Espoir pour les familles)

^a Il s'agit des estimations du nombre de personnes bénéficiant des programmes spécifiques de protection sociale comme Espoir pour les familles et SEMBAKO, ou y participant, ainsi que des estimations du nombre de personnes sous-alimentées.

^b En mai 2020, le Gouvernement indonésien avait augmenté le nombre des bénéficiaires et accru les montants des décaissements des programmes Espoir pour les familles et SEMBAKO pour faire face aux conséquences socioéconomiques de la COVID-19.

^c Ces populations tireront avantage indirectement des activités menées au titre du présent PSP.

4.2 Transferts

110. Le PAM apportera son appui aux parties prenantes gouvernementales moyennant une concertation sur les politiques et une assistance technique, en vue de contribuer durablement au renforcement des systèmes, des institutions et des programmes gouvernementaux relatifs aux ODD 2 et 17. La collaboration du PAM consistera à produire des données factuelles, à mettre à disposition des produits analytiques et à proposer des modifications des politiques, en tirant parti de son expérience institutionnelle et de ses partenariats avec des instituts de recherche et des groupes de réflexion.
111. Le PAM utilisera sa capacité d'analyse, dans le pays et plus généralement à l'échelle institutionnelle, pour œuvrer en faveur d'une compréhension commune des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Il facilitera la coopération Nord-Sud, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les domaines indiqués pour chaque activité. Le PAM apportera son concours pour faire en sorte que les pouvoirs publics puissent exploiter des données de qualité pour formuler des politiques fondées sur des éléments factuels, et il encouragera la mobilisation et la participation de diverses parties prenantes, notamment les communautés, la société civile et le secteur privé, étant entendu qu'il est indispensable qu'elles participent à la conception et à la mise en œuvre des programmes nationaux relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition et en tirent profit si l'on veut obtenir des résultats durables.

112. Le PAM encouragera des approches soucieuses d'équité entre les sexes et favorables à l'évolution des relations entre les sexes, afin de réduire les inégalités et de contribuer à l'autonomisation des femmes, ce qui est indispensable pour atteindre l'ODD 2.

4.3 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

113. Le PAM prévoit d'étoffer encore les capacités du personnel en matière de concertation sur les politiques avec le Gouvernement. Dans le cas de l'Indonésie, qui est l'un des premiers pays à faire l'objet d'un PSP axé uniquement sur la collaboration concernant les politiques et l'assistance technique, un important enseignement tiré de l'expérience est qu'il est nécessaire de renforcer les ressources consacrées à la production de données factuelles et à la concertation sur les politiques. On s'attend également à ce que l'appui technique d'instituts de recherche internationaux réputés et du Siège du PAM soit requis dans certains domaines thématiques. On continuera de consentir des investissements en vue de mobiliser des compétences spécialisées en matière de problématique hommes-femmes et de protection. En outre, du personnel devra être spécifiquement chargé de rechercher des sources de financement non habituelles, émanant notamment des fonds pour le climat et des institutions financières internationales.

4.4 Partenariats

114. Conformément à la stratégie du PAM en matière de partenariats, la collaboration d'un large éventail d'acteurs sera sollicitée afin de garantir l'obtention des effets directs stratégiques. Le principal partenaire du PAM est le Gouvernement, épaulé par ses ministères et organismes de coordination et d'exécution compétents parmi lesquels: le Ministère de la planification du développement national, le Ministère coordonnateur du développement humain et des affaires culturelles, le Ministère de l'agriculture, le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de la santé, le Ministère de l'éducation et de la culture, le Ministère des affaires sociales, le Ministère des villages, l'Agence de météorologie, de climatologie et de géophysique et l'Agence nationale de gestion des catastrophes. Le PAM étudiera la possibilité de nouer des partenariats avec d'autres ministères, notamment le Ministère de l'émancipation des femmes et de la protection de l'enfance.
115. Conformément au plan-cadre de coopération, le PAM collaborera avec tous les partenaires pertinents, en particulier la FAO et le FIDA dans le cadre du plan conjoint des organismes ayant leur siège à Rome, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNICEF, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Le PAM collaborera également avec le secrétariat du mouvement Renforcer la nutrition (SUN) et le réseau SUN des entreprises, avec des instituts de recherche nationaux et internationaux et avec des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales nationales et internationales.
116. Le PAM continuera de plaider auprès du Gouvernement indonésien pour qu'il prévoie des fonds pour couvrir les dépenses de bureau et la participation aux activités techniques, s'emploiera à nouer des partenariats de longue durée avec des institutions financières internationales et des entités publiques à des fins d'investissement et continuera de solliciter des financements en partenariat avec des organismes des Nations Unies, notamment par l'intermédiaire du Fonds commun des Nations Unies pour la réalisation des ODD et du Fonds d'affectation spéciale multipartenaires d'intervention et de relèvement des Nations Unies lié à la COVID-19. En outre, le PAM s'attachera à nouer des partenariats avec des donateurs gouvernementaux et des entreprises du secteur privé intéressées. La coopération Sud-Sud et les partenariats seront renforcés dans l'ensemble des activités.
117. Par l'intermédiaire de son bureau régional, le PAM s'emploiera à renforcer le partenariat avec l'ASEAN au profit de la collaboration à l'échelle régionale.

118. En collaboration avec les entités œuvrant en faveur de l'égalité des sexes, le PAM cherchera à accroître la participation des femmes et des filles à toutes les activités, afin d'inciter les partenaires à prêter attention à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

119. Le PAM suivra la mise en œuvre du PSP par l'intermédiaire de la structure existante de suivi et d'évaluation, un membre du personnel étant spécialement chargé de s'en occuper au sein du bureau de pays, avec l'appui du Siège. Les activités seront conformes au Cadre révisé de résultats institutionnels du PAM pour 2017–2021, et les données factuelles requises au titre du PSP seront collectées au moyen des indicateurs y figurant ainsi que d'autres.
120. On veillera en particulier à ce que les progrès accomplis et les résultats obtenus concernant l'impact sur le plan des politiques et le renforcement des capacités institutionnelles soient mesurés et consignés en appliquant une approche de développement à long terme. Une attention particulière sera accordée au suivi de l'évolution et des répercussions de la pandémie de COVID-19, à l'aide de dispositifs du PAM ainsi que des mécanismes conjoints inclus dans les programmes de protection sociale adaptative existants.
121. Des ressources seront prévues au budget du PSP pour la collecte et l'analyse de données relatives à la problématique hommes-femmes, à la protection et au handicap, afin que les préoccupations et les vulnérabilités particulières soient bien prises en compte, conformément à l'analyse différenciée par sexe réalisée au titre de l'analyse commune de pays et aux fins du suivi à effectuer en tenant compte de cette problématique⁵¹. Des activités de gestion de la performance et de suivi et d'évaluation seront également financées.
122. Le PSP sera mis en œuvre de 2021 à 2025, en phase avec le plan-cadre de coopération et le plan national de développement à moyen terme. Il fera l'objet d'un examen à mi-parcours, d'une évaluation décentralisée⁵² et d'une évaluation de PSP.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

123. *Pandémie de COVID-19.* Depuis mars 2020, un certain nombre de mesures, notamment la distanciation physique, la limitation des déplacements et la fermeture des entreprises non essentielles, ont été prises en Indonésie en raison de la pandémie de COVID-19. Le Fonds monétaire international prévoit que le taux de chômage passera dans le pays de 5,3 pour cent en 2019 à 7,5 pour cent en 2020⁵³. Les répercussions sociales et économiques de la crise pourraient enrayer des décennies de progrès dans la lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition et aggraver les inégalités sous-jacentes, en

⁵¹ Organisation des Nations Unies, Indonésie. 2019. Rapport sur la problématique hommes-femmes pour l'analyse commune de pays.

⁵² L'évaluation décentralisée serait axée sur l'activité 3 (prévention du retard de croissance et/ou communication visant à faire évoluer la société et les comportements). Les possibilités d'effectuer des évaluations conjointes avec le Gouvernement seront étudiées.

⁵³ Fonds monétaire international. 2020. *Transcript of April 2020 Asia and Pacific Department Press Briefing* <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/04/16/tr041520-transcript-of-april-2020-asia-and-pacific-department-press-briefing>.

particulier les inégalités entre les sexes. Si la situation de pandémie devait persister pendant la période 2021–2025, cela compromettrait la réalisation des objectifs visés dans le PSP et le plan-cadre de coopération. Le PAM continuera à surveiller les répercussions de l'actuelle pandémie de COVID-19 et s'inspirera des enseignements tirés de l'expérience pour se préparer à une éventuelle deuxième vague d'infections.

124. *Divergences par rapport aux priorités du Gouvernement.* Les priorités du Gouvernement pourraient évoluer au cours de la mise en œuvre du présent PSP, ce qui risquerait de réduire la pertinence des interventions proposées. Des changements d'orientation de la part du Gouvernement pourraient nuire à l'efficacité et à la pérennité de la concertation sur les politiques et de l'assistance technique. Le PAM atténuera ce risque en assurant en continu la coordination avec les principales parties prenantes et une action de sensibilisation auprès d'elles.
125. *Insuffisance des compétences.* Les interventions proposées nécessitent des compétences spécifiques dans les domaines de la concertation sur les politiques et de la gestion des relations de haut niveau avec des instances gouvernementales. Faute de fonds suffisants, il pourrait être impossible d'attirer et de retenir le personnel spécialisé nécessaire. Le PAM veillera à ce que la structure des effectifs du bureau de pays corresponde aux besoins en ce qui concerne la mobilisation sur le plan des politiques et la participation à l'assistance technique.
126. *Financement.* L'Indonésie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure qui ne compte que très peu de donateurs contribuant à des organisations multilatérales sous la forme de financements pluriannuels pérennes. La participation à l'élaboration des politiques et l'assistance technique, dont les résultats ne se concrétisent parfois qu'à longue échéance et qui, dans certains cas, pourraient ne pas être directement attribuables au PAM, nécessitent des investissements stables et prévisibles. Le PAM continuera de coordonner les activités par l'intermédiaire du plan-cadre de coopération et cherchera à mobiliser des fonds auprès des donateurs existants (en particulier dans le domaine de la gestion des catastrophes), du Fonds commun pour la réalisation des ODD, des institutions financières internationales et du secteur privé.
127. *Inégalités des effets des dispositifs appuyés par le PAM aux niveaux des provinces et des districts.* Les disparités constatées au niveau du développement régional et de l'isolement géographique des zones vulnérables pourraient limiter les effets des politiques relatives à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à la protection sociale et à la gestion des risques climatiques et de catastrophe. Le PAM continuera de plaider auprès des ministères d'exécution clés et des principales parties prenantes pour qu'ils tiennent compte des politiques adoptées au niveau central et les intègrent au niveau provincial.
128. *Absence d'analyse utilisable.* Il existe un risque que des données ventilées, notamment par sexe, genre et âge, ne soient pas disponibles à des fins d'analyse. Il faut également que les données et leur analyse soient acceptées par les principales parties prenantes. Le PAM plaidera en faveur de la collecte de données désagrégées et collaborera avec des instituts de recherche pour veiller à ce que des analyses et des études soient entreprises et à ce que tout produit soit examiné par des pairs et conforme aux normes scientifiques.

Risques opérationnels

129. *Risque d'aléas naturels et de pandémies.* Une catastrophe de grande ampleur pourrait mobiliser toute l'attention du Gouvernement et des autres partenaires et ralentir le rythme de certaines des activités prévues en matière de participation à la concertation sur les politiques et d'assistance technique. Une telle situation nécessiterait également des dispositifs d'intervention publics interministériels inscrits dans la durée. Les risques liés à la pandémie, de même que les mesures de précaution prises pour y faire face, ont des incidences considérables sur l'aptitude du PAM et des partenaires à atteindre les

communautés vulnérables et à assurer le suivi de la mise en œuvre des programmes. Le PAM collaborera étroitement avec le Gouvernement, le système national de modules d'action groupée et l'équipe de pays pour l'action humanitaire en vue de faciliter la coordination des interventions face aux catastrophes.

Risques fiduciaires

130. Jusqu'ici, les conditions de sécurité ont été stables. Le PAM veillera à disposer de capacités en matière de prévention et d'atténuation des risques relatifs à la sécurité en se pliant aux règles des Nations Unies concernant la gestion des risques de sécurité dans le pays et en appliquant les recommandations formulées à l'issue de ses propres missions d'assistance en matière de sécurité. La séparation des tâches est assurée au sein du bureau de pays. Celui-ci continuera d'assurer la liaison avec les mécanismes internes de contrôle et de mise en conformité afin de veiller à ce que les normes appropriées en matière d'obligation redditionnelle et de délégation de pouvoirs soient appliquées.

5.3 Garanties sociales et environnementales

131. Des mécanismes garantissant le respect de l'obligation redditionnelle et la protection seront prévus dans le cadre de l'appui apporté par le PAM en faveur de la protection sociale adaptative et à dimension nutritionnelle, s'agissant notamment de promouvoir et de recommander des dispositifs de suivi pour les programmes gérés par les pouvoirs publics et de favoriser des approches inclusives et équitables.
132. Les activités du PAM seront rationnelles du point de vue du climat. Par l'intermédiaire des effets directs stratégiques 1 et 2, on insistera davantage sur l'information relative aux risques climatiques, les stratégies d'adaptation et le renforcement de la résilience.
133. Le PAM favorisera une approche fondée sur les droits de l'homme et veillera à ce que des mécanismes garantissant le respect de l'obligation redditionnelle et la protection soient intégrés dans son appui en faveur de la protection sociale adaptative et à dimension nutritionnelle, s'agissant notamment de promouvoir et de préconiser l'inclusion sociale et la protection des données sur les bénéficiaires dans le cadre des programmes gérés par les pouvoirs publics. Le PAM examinera les activités au regard de leur impact sur les relations entre les sexes et appuiera la sensibilisation à la prévention de la violence sexiste ainsi que de l'exploitation et des atteintes sexuelles.
134. Dans le contexte du renforcement de la résilience des pouvoirs publics, des autres partenaires et des communautés face aux catastrophes et au changement climatique, le PAM s'emploiera à garantir que les aptitudes des personnes défavorisées et exclues, notamment celles qui sont économiquement pauvres, les groupes minoritaires, les femmes et les personnes vivant avec un handicap, seront développées, tout comme les possibilités qui leur sont offertes, et que leur dignité sera reconnue.
135. Une place importante sera accordée au respect, à la protection et à l'observation des principes relatifs aux droits de l'homme dans le cadre de toutes les activités et par tous les employés du PAM. L'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes demeureront au cœur de toutes les activités.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 2: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)						
Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
1	1 155 303	1 057 726	916 878	1 070 984	950 650	5 151 542
2	890 813	1 292 324	1 230 394	1 364 963	1 041 458	5 819 952
3	862 185	966 824	953 130	1 188 259	886 729	4 857 129
Total	2 908 301	3 316 875	3 100 403	3 624 206	2 878 838	15 828 623

6.2 Perspectives de financement et stratégie de mobilisation de ressources

136. Le PSP pour la période allant de 2017 à 2020, dont le budget s'élevait à 13 millions de dollars pour trois ans et dix mois (soit approximativement 3,4 millions de dollars par an), a été financé à hauteur d'environ 60 pour cent. Le présent PSP pour 2021–2025 nécessite un financement d'un montant de 15,8 millions de dollars, soit 3,2 millions de dollars par an, ce qui représente un coût annuel inférieur.
137. Pour financer le PSP, il sera fait appel aux partenaires, dont le Gouvernement indonésien. Le PAM investira dans des partenariats avec des entités publiques, des institutions financières internationales, le Fonds commun des Nations Unies pour la réalisation des ODD, des fonds mondiaux pour l'adaptation au changement climatique et des fonds d'affectation spéciale multipartenaires, en mettant à profit les partenariats avec le système des Nations Unies, en particulier avec les autres organismes ayant leur siège à Rome. Le PAM étudiera également les fonds et possibilités existant dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises, avec ses partenaires du Pacte mondial, notamment l'Australie, le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union européenne, et avec le secteur privé.
138. Le PAM s'emploiera à mobiliser et dans la mesure du possible à affecter des ressources financières suffisantes aux activités du PSP destinées à contribuer à l'égalité des sexes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les fonds non liés seront d'abord affectés à l'activité 3, car la prévention du retard de croissance et des autres formes de malnutrition est une priorité nationale et une condition préalable à la croissance et au développement économiques et humains à long terme.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR L'INDONÉSIE (2021–2025)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2025, les populations exposées aux multiples formes de malnutrition tirent profit du renforcement des capacités nationales en matière de conception et de mise en œuvre de programmes qui améliorent l'accès à une alimentation saine et encouragent les bons comportements à cet égard, et qui préviennent le retard de croissance et les autres problèmes dus aux carences nutritionnelles

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à recenser, cibler et aider les populations en situation de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

La prévision selon laquelle l'effet direct stratégique sera atteint repose sur l'hypothèse que l'accent continuera d'être mis au niveau national sur la nutrition et que le Gouvernement maintiendra ses investissements en faveur de dispositifs de protection sociale ciblés et inclusifs à grande échelle

Indicateurs d'effet direct

Seuil minimal de diversité alimentaire pour les femmes

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Nombre de programmes nationaux améliorés grâce à une coopération Sud-Sud ou triangulaire menée avec l'appui du PAM

Activités et produits

3. Lancer une concertation sur les politiques, apporter une assistance technique et mener des activités de plaidoyer en faveur d'une alimentation saine, qui permettrait de prévenir toutes les formes de malnutrition (Prévention de la malnutrition)

Les capacités nationales en matière de conception et de mise en œuvre de programmes qui améliorent l'accès des personnes ciblées à une alimentation saine et les aident à adopter les bons comportements à cet égard sont renforcées. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées; E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutées; K: Partenariats appuyés)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2025, le Gouvernement et les autres partenaires disposent d'une capacité renforcée de produire des données factuelles de grande qualité et de les utiliser pour réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition

Catégorie d'effets directs correspondante:
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

La prévision selon laquelle le produit permettra d'atteindre l'effet direct stratégique repose sur plusieurs hypothèses: les données sont fiables; des données ventilées par sexe, genre, âge et selon d'autres marqueurs clés sont disponibles à tous les niveaux; les sources de données et les méthodes novatrices sont acceptées par les principales parties prenantes; et les conclusions tirées sont acceptées par les partenaires.

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits

1. Participer au dialogue sur les politiques, apporter une assistance technique et mener des activités de plaidoyer afin que le Gouvernement et les autres partenaires prêtent davantage attention aux données factuelles sur la sécurité alimentaire et la nutrition et les utilisent (Analyse, suivi et évaluation)

Le Gouvernement et les autres partenaires tirent avantage des données de grande qualité sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et de leur analyse qui facilite la formulation et la mise en œuvre améliorées des politiques. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées; K: Partenariats appuyés)

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2025, le Gouvernement, les autres partenaires et les communautés disposent d'une capacité renforcée d'atténuer les effets des catastrophes et du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition

Catégorie d'effets directs correspondante:
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié:
renforcement de la résilience

Hypothèses

La prévision selon laquelle le produit permettra d'atteindre l'effet direct stratégique 2 repose sur plusieurs hypothèses: la coordination entre les divers ministères aux niveaux national et infranational est efficace; les institutions chargées de la gestion des catastrophes sont stables sur le plan financier; il existe une réelle volonté de mieux intégrer les questions relatives à la problématique hommes-femmes, à l'âge et au handicap. Il faudra par ailleurs continuer d'investir dans des dispositifs de protection sociale inclusifs et de les appuyer.

Indicateurs d'effet direct

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités

Activités et produits**2. Renforcer les partenariats, la concertation sur les politiques et l'assistance technique apportée au Gouvernement, aux autres partenaires et aux communautés en vue de réduire les risques et les effets des catastrophes et du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Le Gouvernement, les autres partenaires et les communautés bénéficient d'une capacité renforcée à se préparer et à faire face aux catastrophes et au changement climatique. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées; K: Partenariats appuyés; M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)				
	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 5, cible 9 de l'ODD 17	Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	
Domaine d'action privilégié	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Causes profondes	
Transferts	3 157 961	3 377 940	2 982 162	9 518 062
Mise en œuvre	448 288	684 637	404 865	1 537 790
Coûts d'appui directs ajustés	1 230 880	1 402 168	1 173 657	3 806 705
Total partiel	4 837 128	5 464 744	4 560 684	14 862 557
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	314 413	355 208	296 444	966 066
Total	5 151 542	5 819 952	4 857 129	15 828 623

Liste des sigles utilisés dans le présent document

ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PSP	plan stratégique de pays
SEMBAKO	programme axé sur les denrées alimentaires de base
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
VAMPIRE	Plateforme d'analyse de la vulnérabilité aux effets des phénomènes régionaux